

Maroc-Environnement-COP22(Audio+Photo) prévu

Les contributions prévues déterminées au niveau national et la stratégie de développement à faible émissions doivent être traduites par des actions concrètes (universitaire)

Fès, 24/10/2016-(MAP)- "L'engagement du Maroc à l'échelle internationale en terme de contributions prévues déterminées au niveau national (INDCs) et la mise en place de la stratégie de développement à faible émissions (LEDS) destinés à lutter contre les effets des changements", doivent être traduits par des actions concrètes et des politiques territoriales en la matière, a indiqué Abdessalam El Khanchoufi, enseignant chercheur à l'Université Sidi Mohammed Ben Abdellah de Fès .

Le Maroc a pris conscience depuis plus d'une dizaine d'années des conséquences néfastes des changements climatiques et les divers acteurs ont été sensibilisés à ce phénomène à travers les nombreux discours royaux particulièrement de 2008 , 2009 et 2010 qui ont tracé les contours d'une stratégie d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre, a indiqué à la MAP l'ex-Directeur de l'Institut National des Plantes Médicinales et Aromatiques de Taounate.

Les changements climatiques ne sont pas un sujet de consommation médiatique, a estimé l'universitaire relevant que plusieurs scientifiques de par le monde s'accordent à dire qu'ils sont une réalité sans équivoque et que la planète entière va en subir les conséquences.

La seule solution possible est l'action, a insisté le chercheur universitaire qui n'a pas manqué de souligner l'importance de l'article 31 de la nouvelle Constitution qui stipule que chaque citoyen a le droit à un environnement sain et un cadre de vie meilleur.

Il a également appelé à la mobilisation de toutes les parties prenantes pour réussir la COP22 prévue en novembre prochain à Marrakech, qui s'est donnée comme objectifs de traduire la convention signée à Paris en 2015, en plans d'actions précis avec une évaluation périodique.

Mettant l'accent sur l'écart de développement entre les pays industrialisés et ceux en développement, M. El Khanchoufi a fait savoir que la question des changements climatiques ne se pose pas de la même manière.

Il a préconisé dans ce cadre la mise en place des solutions d'adaptations et d'atténuations innovatrices et adaptées au contexte économique, social et environnemental du Maroc rappelant que les pays développés œuvrent sans cesse à la mise en place d'une économie verte fondée sur les énergies renouvelables et la maîtrise des moyens et des processus de production.

Le chercheur universitaire a souligné l'impératif pour les pays en développement de tirer les expériences et les leçons des pays du Nord pour économiser le temps et les moyens afin d'assurer un développement intégré et durable.

Evoquant les richesses et les ressources naturelles dont regorge la Région Fès-Meknès particulièrement les forêts, les ressources en eau superficielles, les nappes phréatiques, les terres agricoles, M. El Khanchoufi a préconisé la mise en place d'une stratégie de développement à forte dimension environnementale au niveau régional.

Il est temps de maîtriser le développement des villes de la Région, a-t-il ajouté tout en préconisant l'adoption d'une politique d'aménagement de territoire adéquate à travers le renforcement de la perméabilité entre les centres urbains, les provinces de la région et le pôle Fès-Meknès.

La Région est appelée à déterminer les grandes orientations prioritaires à travers la mobilisation des ressources et l'adoption de projets novateurs afin d'amorcer un développement régional durable, a-t-il poursuivi tout en plaidant pour la promotion des énergies renouvelables, la création de réseaux de transport en commun et de transport public propre, l'intensification du réseau liant les grandes villes (Fès et Meknès) et leurs centres satellites afin de décongestionner les centres villes, réduire l'utilisation des moyens de circulation traditionnels et individuels et lutter contre l'exode rural.